



Assemblée générale

Distr. générale
2 septembre 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Résumé des communications des parties prenantes concernant le Nicaragua*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel et des textes issus de l'Examen périodique universel précédent¹. Il réunit 38 communications de parties prenantes à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents².

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales³ et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 et la Jubilee Campaign (JC) ont recommandé au Nicaragua de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁴, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁵.

3. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont fait observer que le Nicaragua n'avait toujours pas ratifié le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)⁶.

4. La Human Rights Foundation (HRF) et les auteurs des communications conjointes n°s 4 et 18 ont recommandé au Nicaragua de coopérer avec les mécanismes régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme en autorisant les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales à réaliser une évaluation indépendante de la situation des droits de l'homme dans le pays et à conseiller le Gouvernement en conséquence⁷.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



5. L'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (IBA) a recommandé au Nicaragua de coopérer pleinement avec le groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua créé par le Conseil des droits de l'homme, d'autres mécanismes des Nations Unies et des organes de suivi des traités, de mettre en application leurs recommandations⁸ et de réintégrer l'Organisation des États américains⁹. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 3, 10 et 14, Urnas Abiertas (UA) et Unidad Juvenil y Estudiantil (UJE) ont formulé des recommandations similaires¹⁰.

6. Les auteurs de la communication conjointe n^o 19 ont recommandé au Nicaragua de créer un mécanisme interne chargé de veiller au respect des recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU)¹¹. Plusieurs organisations ont indiqué que le Nicaragua n'avait pas mis en application la plupart des recommandations formulées au cours du troisième cycle de l'EPU¹².

B. Cadre national des droits de l'homme

7. Les auteurs de la communication conjointe n^o 5 ont relevé qu'en mars 2019, le Bureau du médiateur des droits de l'homme, qui détient également le mécanisme de prévention de la torture, avait été rétrogradé du statut « A » au statut « B » par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme¹³.

C. Promotion et protection des droits de l'homme

1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

Égalité et non-discrimination

8. Race and Equality a signalé que le racisme et la discrimination à l'encontre des populations d'ascendance africaine persistaient dans le pays et a recommandé au Nicaragua de garantir les régimes de propriété traditionnels des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine et de protéger leur identité culturelle ancestrale¹⁴.

Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

9. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a déclaré que des groupes (de policiers et de parapoliciers) liés à l'exécutif avaient commis des actes de harcèlement et de répression à l'encontre de toute personne considérée comme un opposant au Gouvernement, avaient fait un usage arbitraire de la force létale et non létale, entraînant des violations du droit à la vie et à l'intégrité de la personne, des détentions arbitraires, des descentes de police, des menaces et des mauvais traitements¹⁵.

10. La HRF et les auteurs de la communication conjointe n^o 16 ont signalé des actes de torture et de mauvais traitements commis par le Gouvernement à l'encontre de prisonniers, notamment la mise en application à grande échelle de techniques de « torture blanche », qui consiste à soumettre les prisonniers à un accès limité à la nourriture et aux traitements médicaux, une communication réduite, voire inexistante, avec le monde extérieur, des périodes prolongées de mise à l'isolement, la privation de sommeil, l'interdiction d'accès à tout matériel de lecture et d'écriture et de longs interrogatoires sans avocat ni procès-verbal¹⁶. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 14 et 15 ont recommandé de mettre un terme aux pratiques de torture et de mauvais traitements des personnes privées de liberté, en particulier celles qui le sont pour des raisons politiques, et de garantir leur plein accès à la santé, à la nourriture et aux visites de leur famille sans représailles¹⁷.

Droits de l'homme et lutte antiterroriste

11. Les auteurs de la communication conjointe n^o 2 ont exprimé leur inquiétude quant à l'application incorrecte de la loi n^o 977 sur le blanchiment d'argent, cette loi laissant à supposer qu'une organisation à but non lucratif pouvait dissimuler des actes de blanchiment

d'argent ou servir de « paravent » pour commettre des actes de terrorisme¹⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 ont indiqué que la loi était utilisée pour persécuter les défenseurs des droits de l'homme, dissoudre des organisations de la société civile et criminaliser divers acteurs politiques¹⁹. La Coordinadora Universitaria por la Democracia y la Justicia (CUDJ) et les auteurs des communications conjointes n°s 2 et 8 ont recommandé l'abrogation de la loi n° 977 afin de supprimer les restrictions indues à la liberté d'association²⁰.

Administration de la justice, impunité et primauté du droit

12. La CIDH a indiqué qu'un climat d'impunité généralisée et structurelle avait persisté en 2022 eu égard aux graves violations des droits de l'homme commises depuis 2018, qui avaient fait au moins 355 morts et plus de 2 000 blessés et donné lieu à 1 614 arrestations, des centaines de licenciements arbitraires de professionnels de santé et plus de 150 expulsions injustifiées d'étudiants²¹.

13. La CIDH a également déclaré que la concentration du pouvoir par l'exécutif avait permis au Nicaragua de devenir un État policier dans lequel le Gouvernement avait instauré un régime de suppression de toutes les libertés au travers du contrôle et de la surveillance des citoyens et de la répression exercée par les institutions gouvernementales²².

14. La CIDH a en outre indiqué que le système judiciaire nicaraguayen manquait d'indépendance et d'impartialité en raison, entre autres, de sa composition et de réformes juridiques qui avaient ouvert la voie à des processus de nomination et de titularisation contraires au principe de l'indépendance judiciaire²³.

15. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 et Urnas Abiertas (UA) ont recommandé de mettre fin à la concentration du pouvoir au sein de l'exécutif et de respecter la séparation des pouvoirs afin de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et du Conseil électoral suprême²⁴.

16. La HRF a indiqué que les Nicaraguayens qui critiquaient le Gouvernement risquaient des poursuites pénales sans bénéficier des garanties d'une procédure régulière, notamment du droit à un procès équitable et public devant un tribunal compétent, indépendant et impartial²⁵.

17. La HRF et les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont recommandé de protéger le droit de tout accusé à un procès équitable, rapide et public et de veiller à ce qu'en l'absence de preuves irréfutables d'un comportement délictueux, les personnes détenues arbitrairement, en violation de leurs droits à la liberté d'expression et d'association, soient libérées, et à ce que les personnes emprisonnées soient traitées avec humanité²⁶.

18. L'Observatorio Internacional de la Abogacía en Riesgo (OIAD) a observé un *modus operandi* consistant en des arrestations arbitraires, en masse et sans mandat, de dirigeants politiques, et leur transfert à Managua sans qu'aucun contact avec leurs avocats ou les membres de leur famille ne soit autorisé. Elle a recommandé de garantir à toute personne le droit d'être assistée par un avocat de son choix²⁷.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

19. L'Artistic Freedom Initiative (AFI) a déclaré que le Nicaragua avait adopté une série de lois qui avaient des effets directs sur les droits fondamentaux des citoyens, notamment les droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association. Ces mesures législatives avaient donné lieu à la criminalisation systématique des voix dissidentes et à une répression accrue reposant sur des tactiques de harcèlement, de surveillance et de persécution des défenseurs des droits de l'homme, des défenseurs des droits culturels et des avocats spécialisés dans les droits de l'homme²⁸. La JC a déclaré que les autorités nicaraguayennes avaient même étendu leurs actes de harcèlement aux membres des familles des manifestants prodémocratie assassinés²⁹.

20. Parmi la série de lois adoptées par le Nicaragua figurait la loi n° 1040 sur la réglementation des agents étrangers, qui obligeait les organisations et les personnes recevant des fonds de l'étranger à s'enregistrer en tant qu'agents étrangers, à s'abstenir, sous peine de sanctions légales, d'intervenir dans des questions, des activités ou des affaires de politique

intérieure et à déclarer leurs revenus mensuels en justifiant l'utilisation et les dépenses de ces fonds³⁰. La HRF a exprimé son inquiétude quant à cette loi qui a immédiatement fait des bénéficiaires de fonds provenant de l'étranger des suspects³¹. Acción Colectiva por la Inclusión, Desarrollo y Derechos Humanos (ACIDHU) a en outre déclaré que l'environnement juridique des organisations de la société civile au Nicaragua s'était progressivement détérioré avec l'adoption de cette loi ainsi qu'après l'adoption de la loi spéciale n° 1042, sur la cybercriminalité, de la loi n° 1055, sur la défense des droits du peuple à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination pour la paix, de la loi de réforme n° 606 et de l'ajout à la loi générale n° 147, sur les associations à but non lucratif³². La CIDH a recommandé au Nicaragua d'harmoniser la loi n° 1040 avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et de s'abstenir de restreindre les moyens de financement des organisations de la société civile, y compris leur accès à des fonds étrangers dans le cadre de la coopération internationale et des normes connexes³³.

21. Plusieurs organisations ont indiqué qu'en 2022, l'Assemblée nationale avait adopté la loi générale n° 1115 sur la réglementation et le contrôle des organisations à but non lucratif, qui renforçait le pouvoir du Ministère de la gouvernance de contrôler et de sanctionner les organisations de la société civile. Avec l'adoption de la loi de réforme n° 1127 et les ajouts connexes, le même ministère s'était ensuite vu confier le pouvoir d'accorder et de retirer aux organisations leur statut juridique. Les organisations ont indiqué qu'après l'adoption de ces lois, un nombre massif d'entre elles avaient fait l'objet d'une fermeture arbitraire et de la confiscation de leurs biens³⁴.

22. La HRF a déclaré qu'une autre loi suscitait des préoccupations, à savoir, la loi n° 1055 sur la défense des droits du peuple à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination pour la paix, qui octroyait à l'exécutif le pouvoir de déclarer les dissidents politiques « traîtres » et interdisait à ceux-ci de se présenter à des élections. En conséquence, sept candidats à l'élection présidentielle issus de l'opposition avaient été arrêtés et interdits d'élection, et le principal parti autochtone avait été dissous en 2023³⁵. L'Institut sur l'apatridie et l'inclusion (ISI) et les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont plaidé pour l'abrogation de la loi n° 1145, qui autorisait la déchéance de nationalité pour les personnes déclarées « traîtres à la patrie »³⁶. L'ISI a ajouté que cette loi était non seulement inconstitutionnelle, mais qu'elle s'appliquait également de manière rétroactive, privant ainsi les personnes de leur nationalité pour des actions qui avaient eu lieu avant la promulgation de la loi³⁷.

23. Les auteurs des communications conjointes n°s 5 et 10 et l'IBA ont indiqué qu'en raison de cette réforme, plus de 222 ressortissants nicaraguayens qui avaient été arbitrairement privés de leur liberté avaient été immédiatement déchus de leur nationalité³⁸. La HRF, l'UJE et l'ISI ont recommandé de garantir la protection du droit à la nationalité et de rétablir le statut de toutes les personnes qui étaient arbitrairement privées de leur citoyenneté³⁹.

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont indiqué que les membres de la société civile en exil, pour la plupart des journalistes qui rendaient compte des violations des droits de l'homme depuis l'extérieur, continuaient de faire l'objet de menaces et d'intimidations de la part des autorités nicaraguayennes, leurs maisons et leur famille étant assiégées et surveillées, leurs proches détenus arbitrairement, leurs biens confisqués et leurs licences professionnelles retirées de façon permanente⁴⁰.

25. La HRF a déploré que le Nicaragua ait progressivement réduit l'espace civique et gravement limité l'exercice de la liberté d'association et que, entre 2018 et 2023, près de 50 % de l'ensemble des organisations de la société civile enregistrées dans le pays se soient vu retirer leur statut juridique, les biens de nombre d'entre elles ayant également été saisis⁴¹. La CIDH a déclaré que durant cette même période, sur 7 227 organisations de la société civile légalement enregistrées dans le pays en 2018, 3 390 avaient perdu leur statut juridique⁴². Elle a fait savoir que la fermeture de l'espace civique au Nicaragua s'était notamment traduite par des restrictions à la liberté de religion, notamment des persécutions visant l'Église catholique, la criminalisation des cérémonies religieuses, la confiscation de biens et de comptes bancaires, la privation de liberté arbitraire à l'encontre de membres de l'Église catholique et d'autres actes de répression et représailles contre celle-ci en raison de son rôle de médiation dans le dialogue national de 2018 et du rôle essentiel qu'elle a joué dans la dénonciation des violations des droits de l'homme⁴³.

26. En ce qui concerne la liberté de religion, les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont signalé qu'entre 2019 et 2023, au moins 132 prêtres, nonnes, laïcs et pasteurs avaient été contraints de quitter le pays à la suite d'actions répressives du Gouvernement, notamment des menaces constantes (de mort ou d'arrestation) et une pression exercée sur les membres de leur famille⁴⁴. La HRF a indiqué qu'au moins 17 évêques, prêtres et séminaristes avaient été arrêtés⁴⁵. L'ISI et l'IBA ont en outre déclaré que le Gouvernement avait arrêté et détenu arbitrairement des membres du clergé qui avaient célébré une messe pour un évêque emprisonné à tort ; par ailleurs, avançant des accusations douteuses de blanchiment d'argent, le Gouvernement avait condamné à six ans d'emprisonnement six anciens employés de Caritas (une organisation caritative catholique) qui avaient enquêté sur d'autres attaques contre des chefs religieux au cours des mois précédents⁴⁶. Le Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (ECLJ) a affirmé qu'en 2023, le Gouvernement avait bloqué l'accès aux comptes bancaires de plusieurs diocèses appartenant à l'Église catholique et interdit les processions publiques organisées à l'occasion des célébrations de la Semaine sainte. L'ECLJ a en outre indiqué que les actions du Gouvernement étaient coercitives et avaient vocation à intimider l'Église⁴⁷.

27. La JC a recommandé de mettre un terme à la surveillance, à la séquestration et à la détention de chefs de l'Église catholique et de figures notables exerçant leur droit à la liberté d'expression. L'organisation a également insisté sur la nécessité d'autoriser le retour et la résidence provisoire de missionnaires et de prêtres étrangers qui avaient auparavant voyagé et travaillé librement au Nicaragua. De plus, elle a demandé que soient autorisés les cérémonies religieuses sûres et sans interruption, l'observation des jours de fêtes religieuses, les pèlerinages et les messes commémoratives, et que les responsables d'attaques physiques contre des églises et d'autres infrastructures catholiques fassent l'objet d'une enquête et soient poursuivis en justice⁴⁸.

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont indiqué que des médias indépendants avaient également subi des attaques, telles que le vol de leur matériel de production et de transmission, le harcèlement et l'occupation de leurs locaux par la police, la rétention de leur matériel, des embargos économiques, des descentes de police et le retrait arbitraire de leurs licences, y compris par la confiscation ou la destruction de leurs antennes de transmission et par la révocation de leurs fréquences⁴⁹. Les auteurs des communications conjointes n°s 2 et 4 ont recommandé de prendre des mesures immédiates pour rétablir la nationalité des journalistes, écrivains, militants, défenseurs des droits de l'homme, dissidents politiques et autres opposants qui avaient été arbitrairement déchus de leur nationalité en représailles de l'exercice de leur droit à la liberté d'expression, afin qu'ils puissent exercer librement leur activité journalistique sans crainte de représailles, et de mettre fin à la confiscation de leurs avoirs⁵⁰.

29. La HRF et les auteurs des communications conjointes n°s 4 et 12 ont recommandé de protéger, respecter et promouvoir sans réserve les droits de tous les individus à la liberté d'expression et à la liberté d'association, et d'abroger les lois restrictives portant atteinte à ces droits, ainsi qu'au droit de ne pas être arrêté et détenu arbitrairement, à la liberté de circulation et à d'autres droits fondamentaux en vertu du droit international⁵¹.

30. Le Grupo de Reflexión de Excarcelados Políticos (GREX) a pris note de la libération de 905 prisonniers politiques, mais a regretté que ceux-ci continuent d'être persécutés et stigmatisés par le Gouvernement⁵². Les auteurs des communications conjointes n°s 3, 14 et 16 et l'UA ont demandé au Gouvernement de libérer sans condition les chefs religieux et tous les prisonniers politiques injustement détenus dans le pays⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont recommandé de cesser d'expulser et de déchoir de leur nationalité les prisonniers politiques et les prisonniers d'opinion, y compris les membres du clergé, et de leur donner la possibilité de retourner dans leur pays d'origine sans crainte de représailles⁵⁴.

Droit au respect de la vie privée

31. Le GREX a indiqué que les prisonniers libérés faisaient l'objet d'une surveillance étroite de la police, qui effectuait des visites surprises à leur domicile, surveillait leurs portables de façon aléatoire et interdisait les visites personnelles, considérées comme des

« réunions de conspiration »⁵⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 ont également signalé la surveillance des communications, des comptes sur les réseaux sociaux et des courriels des prisonniers libérés en vue d'obtenir des renseignements⁵⁶.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont indiqué que les familles dont des proches avaient fui le pays étaient constamment interrogées par la police sur le lieu où se trouvaient leurs proches, et que leurs activités privées ou professionnelles et leurs projets de voyage faisaient l'objet d'une surveillance constante⁵⁷.

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 ont recommandé de garantir la transparence concernant l'utilisation et le déploiement de technologies permettant d'obtenir des renseignements dans des sources ouvertes, sur les réseaux sociaux et sur Internet en général, et de restreindre l'utilisation de ces technologies lorsqu'elles étaient déployées à des fins de surveillance de masse ou de fichage en ligne ou hors ligne⁵⁸.

Droit à la sécurité sociale

34. L'ISI a indiqué que les dossiers des personnes déchues de leur nationalité avaient également été effacés par l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale, ce qui bloquait le versement de leurs pensions et leurs prestations de sécurité sociale⁵⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué qu'en 2023, au moins 317 personnes – 59 femmes et 258 hommes – avaient été injustement déchues de leur nationalité⁶⁰.

Droit à un niveau de vie suffisant

35. Les auteurs des communications conjointes n°s 10 et 17 ont indiqué que la situation du logement sur la côte caraïbe était inconnue, en particulier après le passage des ouragans Eta et Iota en 2020, et Julia en 2022, qui avaient détruit une partie des infrastructures sur les lieux touchés. Ils ont également indiqué que le Gouvernement nicaraguayen n'avait pas encore exécuté le projet de construction de 35 000 logements sociaux annoncé en 2022⁶¹.

Droit à la santé

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont indiqué qu'au Nicaragua, la situation sur le plan du droit à la santé avait nettement régressé ces dernières années, car la crise des droits de l'homme, qui avait débuté en avril 2018, avait accéléré le processus de politisation du système de santé, principalement au détriment de l'opposition et des prisonniers politiques⁶².

37. Constatant le manque de statistiques sur la santé des femmes, les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé de créer un système d'information du public qui soit fiable et permette aux femmes et aux jeunes filles d'obtenir des réponses aux questions qui les préoccupent dans le domaine de la santé⁶³. Les auteurs des communications conjointes n°s 11 et 7 ont recommandé de mettre en place les mesures législatives et de politiques publiques nécessaires pour prévenir les grossesses d'adolescentes causées par la violence sexuelle, en informant les victimes de toutes les possibilités qui s'offraient à elles, y compris l'accès à l'avortement sans discrimination et sans limitation liée au stade de la grossesse, ainsi qu'à tous les autres services de santé sexuelle et reproductive⁶⁴.

Droit à l'éducation

38. The Broken Chalk (BC) a salué le Nicaragua pour les améliorations apportées dans le domaine de l'éducation, rendue plus accessible à tous, ainsi que pour les investissements considérables réalisés dans les domaines de l'enfance et de l'éducation. L'organisation a rappelé que le pays se classait au troisième rang des pays d'Amérique centrale pour les investissements dans le secteur social en proportion du PIB et qu'en 2020, les investissements publics en faveur des enfants représentaient 32,9 % de l'ensemble des dépenses publiques, 71,6 % des dépenses sociales et 7,9 % du PIB. Broken Chalk a toutefois déploré le manque de données statistiques⁶⁵ et a recommandé au Nicaragua de recueillir davantage de données sur l'éducation afin de mieux comprendre la situation actuelle du secteur et de prendre des décisions en connaissance de cause⁶⁶.

39. Malgré une augmentation du budget général consacré à l'éducation en 2024, l'ACIDHU a noté que des disparités se faisaient jour dans l'allocation des ressources aux différents niveaux d'éducation et a recommandé d'augmenter le budget de façon à atteindre ou dépasser la moyenne régionale, en accordant une attention particulière aux niveaux préscolaire, élémentaire et secondaire, et d'assurer une distribution équitable des ressources à tous les niveaux d'éducation⁶⁷.

40. La CUDJ s'est déclarée préoccupée par le refus des établissements d'enseignement supérieur de communiquer les dossiers académiques des étudiants qui avaient quitté le pays entre 2018 et 2023 et a recommandé au Nicaragua de permettre à ces derniers d'accéder à leur dossier⁶⁸.

41. L'ACIDHU a déclaré que ces cinq dernières années avaient été marquées par une tendance à la baisse du nombre d'enseignants actifs dans l'enseignement public, contrairement aux dispositions prévues dans le plan national d'éducation⁶⁹, et a noté qu'entre décembre 2021 et février 2024, le nombre d'universités qui avaient été fermées au Nicaragua s'élevait à 34. L'organisation a déclaré que la fermeture de ces universités touchait directement environ 37 000 étudiants⁷⁰.

42. L'ACIDHU a recommandé de garantir l'indépendance des établissements d'enseignement vis-à-vis des influences politiques, en veillant à ce que les décisions académiques et administratives soient prises au sein des universités et ne soient pas imposées par des entités gouvernementales⁷¹.

43. L'Asociación para el Desarrollo Indígena Social (ADIS) a déclaré que les communautés autochtones se heurtaient à des obstacles importants pour accéder à une éducation de qualité qui respectait et valorisait leur culture et leur identité, car les programmes éducatifs, méconnaissant souvent l'histoire et les traditions des peuples autochtones, perpétuaient leur marginalisation. Elle a recommandé de promouvoir une éducation interculturelle qui consacrait et valorisait la diversité culturelle et linguistique du Nicaragua, ce qui incluait l'intégration de l'histoire et des traditions des peuples autochtones dans les programmes d'enseignement⁷².

Droits culturels

44. L'AFI a souligné que les lois relatives à l'ordre public et à la sécurité nationale étaient utilisées pour emprisonner injustement des artistes et limiter les initiatives culturelles au Nicaragua, que plusieurs artistes avaient été inculpés et poursuivis en raison des opinions qu'ils avaient exprimées dans leurs œuvres et que le Gouvernement avait fermé des centres culturels et des associations. En outre, quelques artistes bénéficiaires de financements étrangers ou privés avaient été arrêtés au titre de ces lois⁷³.

Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

45. Just Atonement Inc. (JAI) a loué le Nicaragua pour sa volonté de collaborer avec la communauté internationale concernant sa politique climatique et la mise en application de celle-ci, le Nicaragua étant l'un des premiers pays ayant ratifié l'Accord d'Escazú, qui était entré en vigueur en 2021. JAI a également déclaré que le Nicaragua participait à des projets internationaux, notamment un programme de reboisement avec le Green Climate Fund, même si certains de ces projets avaient eu des conséquences néfastes⁷⁴.

46. JAI a encouragé le Nicaragua, en tant que chef de file régional et mondial en matière d'énergie propre, à continuer de donner l'exemple pour susciter des avancées rapides et efficaces dans le domaine des énergies renouvelables et de l'accès à l'énergie en se fixant un objectif de 75 % de capacité électrique renouvelable d'ici à 2030⁷⁵.

2. Droits de certains groupes ou personnes

Femmes

47. Le World Peace Council (WPC) a indiqué que le Nicaragua présentait le troisième pourcentage le plus élevé de députées dans le monde, avec 50,6 % de femmes au Parlement en 2022⁷⁶. JAI a fait savoir que les femmes autochtones continuaient d'être persécutées en raison de l'intersectionnalité de leur identité sexuelle, ethnique et culturelle⁷⁷.

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont indiqué que la violence fondée sur le genre était l'une des plus graves violations des droits de l'homme touchant les femmes et les filles, et qu'il n'existait aucun environnement où celles-ci étaient à l'abri de la violence⁷⁸.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont signalé qu'au Nicaragua, les femmes ne disposaient pas des outils et des stratégies permettant de demander justice en raison de la fermeture, par le Gouvernement, des organisations de défense des femmes, ce qui créait un environnement où celles-ci étaient laissées sans protection. Les auteurs ont par ailleurs noté que le harcèlement des défenseurs des femmes et des figures du monde politique ou de la société civile s'était transformé en une grave persécution politique⁷⁹.

50. La CIDH a relevé des actes persistants de harcèlement, de menace, d'agression, de persécution et de criminalisation à l'encontre de défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, la majorité de ces actes visant encore principalement ces dernières et leur famille⁸⁰.

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont recommandé de mettre un terme à la stigmatisation des défenseuses des droits de l'homme, de leur famille et de leurs communautés, et de reconnaître leur contribution précieuse à la construction d'une société plus juste et égalitaire⁸¹.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont indiqué que le Nicaragua avait le taux le plus élevé de grossesses chez les adolescentes, avec 24 % de grossesses dans cette catégorie de la population – ce qui signifiait que, sur 1 000 femmes âgées de 15 à 18 ans 92 étaient mères. De plus, entre 2017 et 2021, au moins 341 femmes, adolescentes et filles étaient tombées enceintes à la suite d'un viol, et 1676 étaient exposées au risque de grossesse⁸².

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont fait savoir qu'entre 2018 et 2023, 397 féminicides avaient été enregistrés et que le Gouvernement avait négligé d'appliquer des politiques visant à prévenir cette situation. Par ailleurs, ils ont affirmé que dans le contexte de la répression généralisée, par le Gouvernement, de figures de la société civile, de militants et de défenseurs des droits de l'homme, les efforts de prévention des féminicides et de la violence fondée sur le genre avaient été entravés par la fermeture d'au moins 175 organisations travaillant sur ces questions⁸³.

Enfants

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont indiqué qu'aucune donnée n'avait été mise à disposition pour les enquêtes sur les crimes commis contre des enfants, et que le degré d'impunité de ces crimes était inconnu⁸⁴.

55. La CIDH a recommandé au Nicaragua de concevoir et d'appliquer un protocole d'urgence permettant d'assurer un accès continu des enfants et des adolescents à l'éducation, afin d'atténuer les conséquences des suspensions de classes et d'activités éducatives, et de prendre des mesures visant à faire reculer les taux d'abandon scolaire et toutes les formes de travail des enfants⁸⁵.

56. La CIDH a également recommandé de veiller à ce que tous les enfants en contact avec la justice soient immédiatement présentés à une juridiction pour mineurs spécialisée, distincte du système judiciaire pénal destiné aux adultes⁸⁶.

Peuples autochtones et minorités

57. La CIDH et les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont indiqué que les communautés autochtones et d'ascendance africaine de la côte caraïbe continuaient de subir une violence généralisée due aux invasions de colons et de tierces parties qui bénéficiaient vraisemblablement de l'assentiment et de la tolérance du Gouvernement. En 2020, ces attaques auraient donné lieu aux meurtres d'au moins dix personnes autochtones, dont huit issues de la communauté Mayangna et deux de la communauté Miskitu⁸⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont fait savoir qu'en avril 2023, on comptait plus de 300 familles autochtones ayant cherché refuge dans un pays voisin, chassées de chez elles sous l'effet de différents facteurs tels que les changements climatiques, l'usurpation de leurs terres par des colons et des actions l'État⁸⁸.

58. La CIDH a par ailleurs affirmé que le droit à la vie et à l'intégrité et les droits territoriaux des peuples autochtones continuaient de pâtir des progrès insuffisants réalisés en ce qui concerne l'assainissement des terres dont ils étaient propriétaires, de l'absence de mesures visant à prévenir les agressions à leur encontre, à enquêter sur celles-ci et à punir leurs auteurs, d'actes présumés de corruption liés à la vente et à l'attribution illégales de titres de propriété de terres traditionnelles à d'anciens combattants de la guerre civile et à des colons, ainsi que de la création d'institutions municipales parallèles promues par l'administration centrale⁸⁹.

59. L'ADIS a indiqué que le Nicaragua ne garantissait pas le droit de tous les peuples autochtones à l'autodétermination et que les communautés autochtones continuaient de subir l'ingérence du Gouvernement dans leurs affaires intérieures et leurs décisions autonomes. Les procédures de consultation libre, préalable et éclairée avaient rarement été menées de manière adéquate et, dans de nombreux cas, n'avaient même pas eu lieu⁹⁰.

60. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 et Race and Equality ont recommandé de garantir le droit à la terre et au territoire des peuples autochtones et des populations d'ascendance africaine en menant à bien le processus de détermination de propriété inscrit dans la législation nationale et en respectant et protégeant les communautés contre les attaques d'agents publics et de colons ; de respecter et de protéger les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine ; de garantir leur autonomie et leur autodétermination, en se conformant aux processus d'élection des autorités communautaires traditionnelles et en s'abstenant de toute ingérence dans ces processus, ce qui inclut de garantir leur droit à l'organisation civile pour la défense des droits ; et d'adopter des mesures pour garantir leur droit d'être consultés et de donner leur consentement préalable, libre et éclairé concernant les politiques publiques et les projets de développement pouvant les concerner⁹¹.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé de garantir le droit à l'autodétermination en respectant les formes traditionnelles d'élection des autorités gouvernementales sans ingérence, ainsi que les droits territoriaux⁹².

62. L'ADIS a ajouté que les communautés autochtones avaient été confrontées à des obstacles importants pour participer pleinement aux processus démocratiques et que le parti politique autochtone avait été interdit, ce qui avait contraint ses dirigeants à l'exil et réduit au silence les voix critiques au sein de ces communautés⁹³. Elle a recommandé au Nicaragua de respecter et de protéger les droits des peuples autochtones, notamment leur droit à l'autodétermination, à la participation politique, à un procès équitable et à la liberté d'expression, ainsi que le droit d'accéder à une éducation et à une culture qui respectaient et valorisaient leur identité⁹⁴.

63. Le Centro de Asistencia Legal a Pueblos Indígenas (CALPI) et les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé au Nicaragua de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'invasion des territoires autochtones par des colons, en garantissant le droit à l'autodétermination des communautés et le soutien aux autorités autochtones légitimes⁹⁵.

64. L'ADIS a recommandé au Nicaragua de respecter et de garantir la pleine jouissance du droit de manifester, de la liberté d'expression, de la liberté de réunion pacifique et de la participation politique de la population et de démanteler les groupes armés progouvernementaux en raison des conséquences négatives de leurs actions sur les droits de l'homme⁹⁶.

65. Le CALPI a indiqué que la violence qui touchait le territoire Mayangna Sauni As s'était aggravée avec l'arrivée de sociétés minières à partir de 2020 et que les communautés autochtones qui y vivaient étaient contraintes de partir. Il a recommandé au Nicaragua de garantir la vie, l'intégrité et la sécurité des peuples autochtones Mayangna et Miskitu et en particulier ceux du territoire Mayangna Sauni As⁹⁷.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont déploré l'absence de dossiers concernant les personnes LGBTIQ+ au Nicaragua et le fait qu'aucune politique n'ait été mise en place pour promouvoir et garantir l'égalité des personnes LGBTIQ+ dans le pays⁹⁸.

67. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont déploré que la loi n° 870 (le Code de la famille) ne reconnaisse toujours pas le droit des couples de même sexe à fonder une famille. Ils ont recommandé d'inclure l'identité de genre et l'orientation sexuelle à l'occasion de la prochaine réforme législative du Code de la famille, en particulier dans l'article 37, relatif au concept de famille, tout en déconseillant d'établir des dispositions concernant expressément le concept de famille⁹⁹.

68. JAI a indiqué que les prisonniers politiques LGBTQ+ au Nicaragua étaient torturés plus sévèrement si les tortionnaires apprenaient leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. De même, en 2020, certaines femmes transgenres avaient été kidnappées et battues par des agents des forces de l'ordre, détenues dans des prisons pour hommes pendant une période pouvant aller jusqu'à un an, et agressées¹⁰⁰.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

69. La CIDH a indiqué que les principaux groupes de personnes contraintes de quitter le Nicaragua et ayant demandé une protection internationale dans les pays voisins étaient constitués d'étudiants qui avaient participé à des manifestations et à des protestations, de défenseurs des droits de l'homme, de dirigeants de mouvements sociaux et paysans, de personnes qui avaient soutenu les protestataires en mettant à leur disposition de la nourriture, des refuges et des médicaments, de médecins, de journalistes et d'anciens militaires et policiers qui avaient refusé de se livrer aux actes de répression ordonnés par le Gouvernement. La CIDH a également indiqué que les principaux acteurs responsables de la persécution et du déplacement forcé de Nicaraguayens étaient des groupes parapoliciers, la police nationale et des groupes de surveillance et de contrôle, tels que les Conseils du pouvoir citoyen. La plupart des Nicaraguayens avaient été déplacés à l'intérieur du pays avant de le quitter, abandonnant leur maison pour se réfugier en lieu sûr, chez des amis ou dans leur famille¹⁰¹.

70. La CIDH a indiqué qu'à la fin du mois de novembre 2022, on comptait une dizaine de prêtres déplacés de force vers d'autres pays¹⁰².

71. La CIDH a recommandé de garantir à toute personne la possibilité de quitter librement le territoire nicaraguayen¹⁰³.

Déplacés

72. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont déploré que l'ampleur précise des déplacements forcés à l'intérieur du pays reste largement non quantifiée en raison d'un manque de données claires et accessibles au public et que le Nicaragua ait connu un exode transfrontalier sans précédent¹⁰⁴.

73. La CIDH a recommandé au Nicaragua d'enquêter sur les actes ayant entraîné des déplacements commis par des agents de l'État, des parapoliciers et des membres des Conseils du pouvoir citoyen, et de poursuivre en justice et sanctionner leurs auteurs¹⁰⁵.

74. La CUDJ a recommandé l'ouverture d'un dialogue national en garantissant la participation, en toute sécurité, des jeunes étudiants universitaires qui avaient été contraints de quitter le pays¹⁰⁶.

Apatrides

75. L'AFI a indiqué que plusieurs des personnes qui avaient été déchues de leur nationalité en 2023 étaient devenues apatrides, ce qui les rendait vulnérables à d'autres violations des droits de l'homme¹⁰⁷.

76. L'AFI et l'ACIDHU ont déclaré que depuis 2018, le Gouvernement avait pris des mesures pour restreindre les droits de nombreux Nicaraguayens, notamment en les bannissant et en les dénaturalisant¹⁰⁸.

77. L'ISI a exhorté le Nicaragua à rétablir immédiatement la nationalité nicaraguayenne de toutes les personnes qui en avaient été déchues et à empêcher toute nouvelle déchéance de nationalité¹⁰⁹.

Notes

¹ A/HRC/42/16, A/HRC/42/16/Add.1, and A/HRC/42/2.

² The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org (one asterisk denotes a national human rights institution with A status).

*Civil society**Individual submissions:*

AFI	Artistic Freedom Initiative, New York (United States of America);
ACIDHU	Acción Colectiva por la Inclusión Desarrollo y Derechos Humanos, Heredia, Barva (Costa Rica);
ADIS	Asociación para el Desarrollo Indígena Social, San José (Costa Rica);
BC	The Broken Chalk, Amsterdam, (Netherlands);
CALPI	Centro de Asistencia Legal a Pueblos Indígenas (Nicaragua);
CUDJ	La Coordinadora Universitaria por la Democracia y la Justicia (CUDJ) (Nicaragua);
ECLJ	The European Centre for Law and Justice, Strasbourg, (France);
GREX	Grupo de Reflexión de Excarcelados Políticos, Heredia, (Costa Rica);
HRF	Human Rights Foundation, New York, (United States of America);
IBA	International Bar Association's Human Rights Institute London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (USA);
ISI	Institute on Statelessness and Inclusion Eindhoven, (Netherlands);
JAI	Just Atonement Inc., New York (United States of America);
JC	Jubilee Campaign, Fairfax, VA, (United States of America);
OIAD	Observatorio Internacional de la Abogacía en Riesgo, Paris (France);
RE	Race and Equality, Washington (United States of America);
UA	Urnas Abiertas, Managua (Nicaragua);
UJE	Unidad Juvenil y Estudiantil, San José, (Costa Rica);
WPC	World Peace Council Athens, (Greece).

Joint submissions:

JS1	Joint Submission 1 submitted by: El Observatorio de Libertad Religiosa en América Latina (OLIRE) Voorburg, (The Netherlands) El International Institute for Religious Freedom (IIRF) (United States of America) Outreach Aid to the Americas (United States of America) Miami La Línea de Libertades y Pluralismo de la Clínica Jurídica de Interés Público y Derechos Humanos de la Universidad de la Sabana (Colombia);
JS2	Joint Submission 2 submitted by: CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Red Latinoamericana y del

- Caribe para la Democracia, Asociación Centroamericana para el Desarrollo y la Democracia and Fundación del Río, Johannesburg (South Africa);
- JS3 **Joint submission 3 submitted by:** Christian Solidarity Worldwide and Impulso18, New Malden (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS4 **Joint submission 4 submitted by:** ARTICLE 19 Mexico and Central America, Fundación por la Libertad de Expresión y Democracia (FLED), PEN International, PEN Nicaragua in exile, Periodistas y Comunicadores Independientes de Nicaragua (PCIN), IFEX- ALC, The Committee to Protect Journalists (CPJ), Artists at Risk Connection (ARC), Inter American Press Association (IAPA), Asociación Mundial de Radios Comunitarias para América Latina y el Caribe (AMARC), London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS5 **Joint Submission 5 submitted by:** Centro por la Justicia y Derecho Internacional (CEJIL), the Unidad de Defensa Jurídica (UDJ), Unidad de Registro (UDR), and Colectivo de Derechos Humanos Nicaragua Nunca Más (Colectivo) San José, Costa Rica;
- JS6 **Joint Submission 6 submitted by:** La Organización Feminista Las Malcriadas and Movimiento Autónomo de Mujeres (MAM), Heredia (Costa Rica);
- JS7 **Joint Submission 7 submitted by:** La Asociación Feminista La Corriente y diversas organizaciones feministas and la Iniciativa por los Derechos Sexuales (SRI), Buenos Aires (Argentina);
- JS8 **Joint Submission 8 submitted by:** consortium Mesa Nacional LGBTIQ+, Managua (Nicaragua);
- JS9 **Joint Submission 9 submitted by:** ADF International, CAP Liberté de Conscience, Geneva (Switzerland), Corporación Comunidad y Justicia and Jubilee Campaign (Switzerland);
- JS10 **Joint Submission 10 submitted by:** Nicaraguan Center for Human Rights (CENIDH), International Federation for Human Rights (FIDH) and International Institute on Race, Equality and Human Rights (RACE & EQUALITY), Paris (France);
- JS11 **Joint Submission 11 submitted by:** The Center for Reproductive Rights (“CDR”) and IPAS Latin America and the Caribbean (IPAS LAC) Genève (Switzerland);
- JS12 **Joint Submission 12 submitted by:** Centro por la Justicia y el Derecho Internacional, Colectivo de Derechos Humanos Nicaragua Nunca Más, Unidad de Defensa Jurídica and Unidad de Registro
- JS13 **Joint Submission 13 submitted by:** Observatorio de Pueblos Indígenas y Afrodescendientes (OPIA) and Asociación Colectivo Indígena por la Igualdad y Derechos Humanos (ACIDH) San Jose, (Costa Rica);
- JS14 **Joint Submission 14 submitted by:** Center for Justice and International Law (CEJIL), Colectivo de Derechos Humanos Nicaragua Nunca Más (Colectivo), Unidad de Defensa Jurídica (UDJ), Registration Unit (UDR) Heredia, Barva (Costa Rica);
- JS15 **Joint Submission 15 submitted by:** The Advocates for Human Rights, Nicaragüenses en el Mundo – Texas, Minneapolis (United States of America);

- JS16 **Joint Submission 16 submitted by:** El presente informe fue elaborado por la coalición RedProdePAz Nicaragua, conformada por: la Red Internacional de Derechos Humanos Europa (RIDHE) (Belgium), Aula Abierta, Activismo Ciudadano en Resistencia, la Coordinadora Universitaria por la Democracia y la Justicia (CUDJ), Fundación es Libertad, ASIDEHU y Foundation for Development and Social Innovation, San Jose, (Costa Rica);
- JS17 **Joint Submission 17 submitted by:** Plataforma de los pueblos indígenas y afrodescendientes de Nicaragua-Diáspora (INANA), Instituto Internacional Sobre Raza, Igualdad y Derechos Humanos (Raza e Igualdad), Centre for Civil and Political Rights, Geneva (Switzerland);
- JS18 **Joint Submission 18 submitted by:** Iniciativa Mesoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Humanos (IM-Defensoras), Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL) Toronto, Ontario, Canada;
- JS19 **Joint Submission 19 submitted by:** Instituto Panamericano de Derecho y Tecnología (IPANDETEC) (República Dominicana) y Derechos Digitales, Santiago (Chile)

Regional intergovernmental organization(s):

IACHR The Inter-American Commission on Human Rights, Washington (United States of America).

³ The following abbreviations are used in UPR documents:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD
ICPPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

⁴ JS1 p. 11, JC, p.1. See also JAI p.7.

⁵ JS1 p. 11.

⁶ JS6, p.3. See also JS7 p.11.

⁷ HRF, p. 14, JS14 p.7, JS18, p.8. See also JS15, p. 9, JC p.6.

⁸ IBA, p. 8.

⁹ IBA p.8. See also JS19, p. 16, JAI p.7.

¹⁰ JS3, p. 11, JS14, p.7. See also JS10, p.13, UA, p.7, UJE, p.6.

¹¹ JS19 p. 16.

¹² JC p.6, JS12 p.2, CUDJ p.3, JS13 p.20, RE p.1, AFI p.2.

¹³ JS5 p. 2.

- ¹⁴ RE, p.3, p.6.
- ¹⁵ IACHR p. 10, JS2 p. 11.
- ¹⁶ HRF p. 13, JS16 p. 11.
- ¹⁷ JS14 p.7, JS15 p.10.
- ¹⁸ JS2 p.4.
- ¹⁹ JS12 p. 2. See also JS17 p.12.
- ²⁰ CUDJ p.8. See also JS18, p.8. JS 2, p. 3.
- ²¹ IACHR, p.30.
- ²² IACHR., p.8.
- ²³ IACHR, p. 9.
- ²⁴ JS1 p.8, UA, p.6.
- ²⁵ HRF p. 11.
- ²⁶ HRF p. 14, JS14 p.7.
- ²⁷ OIAD, p.7.
- ²⁸ AFI p. 3. See also JS12 p.1, OIAD, p.2.
- ²⁹ JC, p.5.
- ³⁰ IBA, p.39.
- ³¹ HRF p.2.
- ³² ACIDHU p.3.
- ³³ IACHR, p. 22
- ³⁴ HRF p.2. JS12 p.2, See also JS16 p.10, OIAD, p.4.
- ³⁵ HRF p. 11, See also JS13 p.4.
- ³⁶ ISI p.8, JS16 p. 11.
- ³⁷ ISI p. 4.
- ³⁸ JS5 p. 6, JS10 p.6, JS12 p.2, IBA p. 3.
- ³⁹ HRF p. 14, UJE p.7, ISI p.8, See also ECLJ p.6.
- ⁴⁰ JS2 p. 7.
- ⁴¹ HRF p. 19.
- ⁴² IACHR, p. 11.
- ⁴³ IACHR, p. 11. See also JS12 p.5.
- ⁴⁴ JS1 p. 7.
- ⁴⁵ HRF p.2.
- ⁴⁶ ISI p.3, IBAp.15.
- ⁴⁷ ECLJ, p.4.
- ⁴⁸ JC, p.6.
- ⁴⁹ JS4, p. 15
- ⁵⁰ JS4 p. 17, JS2 p. 11.
- ⁵¹ HRF p. 14, JS12 p.6, JS4 p.16.
- ⁵² GREX p. 2
- ⁵³ JS3 p. 11, JS14 p.7, JS16 p.11, UA p.7. See also IBA p.6, JS18 p.9.
- ⁵⁴ JS9 p. 7.
- ⁵⁵ GREX p. 5
- ⁵⁶ JS19 p.14.
- ⁵⁷ JS15 p.3.
- ⁵⁸ JS19 p. 15.
- ⁵⁹ ISI p. 7.
- ⁶⁰ JS5 p.7.
- ⁶¹ JS10 p. 9, JS17 p.10.
- ⁶² JS10 p. 11.
- ⁶³ JS7 p, 11.
- ⁶⁴ JS11 p. 8, JS7 p.11.
- ⁶⁵ BC p. 3.
- ⁶⁶ BC p. 8, ACIDHU p.7
- ⁶⁷ ACIDHU p.7.
- ⁶⁸ CUDJ p.8.
- ⁶⁹ ACIDHU p.4.
- ⁷⁰ ACIDHU p.5.
- ⁷¹ ACIDHU p.7.
- ⁷² ADIS p. 6.
- ⁷³ AFI p. 3.
- ⁷⁴ AFI p. 3.
- ⁷⁵ JAI p. 8.
- ⁷⁶ WPC, p.7.

- ⁷⁷ JAI, p.3.
⁷⁸ JS7 p. 6.
⁷⁹ JS6 pp. 2,4.
⁸⁰ IACHR, p. 31.
⁸¹ JS18 p.8
⁸² JS7 p. 4.
⁸³ JS2 p. 5. See also JS18 p.3.
⁸⁴ JS10 p. 11.
⁸⁵ IACHR, p.18.
⁸⁶ IACHR, p.8.
⁸⁷ IACHR p.20, JS13 p.2.
⁸⁸ JS5 p.4.
⁸⁹ IACHR.p.20.
⁹⁰ ADIS p. 4.
⁹¹ JS13 p.5, RE p.5. See also JS 16 p.11.
⁹² JS17 p.14.
⁹³ ADIS p. 5, HRF p.11.
⁹⁴ ADIS p. 6.
⁹⁵ CALPI p.6, JS17 p.14.
⁹⁶ ADIS p. 6.
⁹⁷ CALPI p.6, JS 13 p.1.
⁹⁸ JS10 p. 12.
⁹⁹ JS8 p. 7.
¹⁰⁰ JS4, p. 6.
¹⁰¹ IACHR, p. 4.
¹⁰² IACHR, p. 31.
¹⁰³ IACHR, p.4.
¹⁰⁴ JS5 pp. 3–4.
¹⁰⁵ IACHR, p.4.
¹⁰⁶ CUDJ p.9.
¹⁰⁷ AFI p. 7.
¹⁰⁸ AFI p. 6, ACIDHU p.3. See also UJE p.3.
¹⁰⁹ ISI p.8.
-